

MAI\$ QUI PAI€RA LA F(R)ACTURE ?



LES CAISSES SONT VIDES... (MAIS PAS POUR TOUT LE MONDE)

Ces dernières semaines l'actualité fut principalement tournée vers cette soi-disant crise financière, bel euphémisme pour désigner en fait une étape classique dans le développement de plus en plus chaotique du capitalisme. En effet l'histoire du capitalisme est traversée d'innombrables crises qui, loin de l'affaiblir, l'ont toujours renforcée grâce à des restructurations dont les victimes furent essentiellement les classes populaires. La réaction des pouvoirs publics fut d'injecter des sommes énormes à destination des institutions financières. Celles-ci, après avoir profité pendant des décennies d'une absence totale ou presque de règles, en viennent maintenant à réclamer une aide massive de cet État autrefois honni et désormais appelé à la rescousse.

Mais il y a encore plus frappant : l'État n'est pas sollicité à (re)devenir un acteur à part entière de l'économie. Il constitue seulement l'épongeur des dettes du secteur privé. En somme, la politique réclamée par le patronat se résume à une socialisation des pertes et à une privatisation des profits.

D'ailleurs, ce principe se fait au nom des intérêts de la Nation. Nous l'avons vu au cours du plan de sauvetage (360 milliards d'euros) porté par le gouvernement qui en appelait à l'unité nationale. Ainsi, la dramatisation des enjeux a conduit à occulter toute alternative et tout débat sur une politique ne visant finalement qu'à définir les intérêts des plus privilégiés.

Crise internationale, conséquences locales

Cette crise est en permanence présentée comme un phénomène autonome, telle une catastrophe naturelle dont seuls les effets directs et visibles par les médias sont analysés. Pourtant cette « crise financière » aura, contrairement à ce qui est sans cesse ressassé, des conséquences indirectes mais très sérieuses sur nos collectivités si éloignées (paraît-il) de *Wall Street*, la *City* et autres places boursières. En effet, la banque Dexia, moins connue mais non moins touchée que d'autres établissements financiers, est considérée comme la banque des collectivités locales (communes, départements, régions) et à ce titre leur prête les sommes dont elles ont besoin pour réaliser des dépenses de long terme : constructions et entretiens des écoles (pour les communes), des collèges (pour les départements), des lycées (pour les régions) mais aussi du réseau routier et de nombreuses dépenses sociales (RMI notamment) qui désormais leur incombe du fait des lois de décentralisation. Or cette banque, Dexia, a cédé à la fièvre de la financiarisation de l'économie en accordant des prêts « faciles » dont les taux variaient selon des critères bien éloignés de l'économie locale... Ainsi le montant que devaient rembourser les collectivités évoluait en fonction du cours du dollar, du pétrole, ou encore du niveau de la croissance chinoise ! L'arrêt brutal de la période d'euphorie boursière a ainsi des conséquences sur nos collectivités qui se retrouvent à devoir rembourser des emprunts dont les intérêts augmentent considérablement.

Les collectivités locales, qui s'étaient retrouvées dans l'obligation d'emprunter à Dexia pour remédier à leur situation déjà compliquée, voient donc le « remède » aggraver cette situation ! Plusieurs d'entre elles ont déjà

fais savoir quelles vont revoir à la baisse les dépenses qu'elles peuvent facilement diminuer, celles considérées comme « improductives » : les dépenses sociales. Ainsi, au moment où le nombre de personnes qui en ont le plus besoin (chômeurs, travailleurs précaires) augmente sous l'effet de la crise sociale (préexistante à cette crise financière qui ne fait que l'aggraver), va diminuer le peu de protection dont ils bénéficient.

Cette crise économique, comme toutes celles qui l'ont précédée, ne se contente pas de sacrifier quelques *traders*, quelques patrons, c'est à dire quelques uns de ceux qui ont contribué à cette crise. Elle sacrifie tous les individus, ici, qui ne sont responsables en rien des mécanismes de plus en plus tortueux mis en place par un capitalisme à bout de course pour survivre.

LES BANQUES, LE CAPITALISME À VISAGE HUMAIN ET LES TRUANDS

Pour légitimer ces dépenses faramineuses, le gouvernement parle non seulement d'une refondation des règles du capitalisme mais aussi d'une moralisation de ce système. Cette crise serait révélatrice des dérives possibles du marché en l'absence d'une régulation. En somme, il y aurait un capitalisme fondamentalement bon et créateur de richesses lorsqu'il est entre de bonnes mains (certains diront à visage humain) mais qui pourrait être perverti par des pratiques folles (l'économie casino). Cette personnalisation des responsabilités s'est traduite par la désignation de boucs émissaires. Le départ des responsables de la Caisse d'Épargne suffirait ainsi à combler les 600 millions « perdus » par les *traders* de cette banque. Pointer des coupables permet d'évacuer l'idée que ces pratiques financières sont propres au système capitaliste. La recherche d'une rentabilité à court terme à travers les circuits financiers constitue la règle du système économique depuis plus de vingt ans.

UN POIDS, DEUX MESURES

On constate finalement que nous ne sommes pas tous égaux face à cette crise. Alors que les entreprises ont déjà reçu des engagements d'allègements fiscaux de la part du gouvernement (notamment en crédits d'impôts, par une remise en cause de la taxe professionnelle), rien n'est prévu pour les salariés et les chômeurs. Au contraire, c'est sur eux que va reposer cet « effort national » à travers le gel des salaires, les licenciements massifs et des hausses d'impôts qui seront inévitables devant l'ampleur de ce rachat organisé par l'Etat au profit des entreprises, considérées comme les créatrices de richesses ; les salariés se voyant ainsi systématiquement déniés ce rôle.

La crise sociale, bien réelle et antérieure aux déboires des banques, va encore empirer et perdurer avec ces plans de sauvetages destinés aux plus fortunés.

**POUR PROTESTER CONTRE CETTE POLITIQUE INIQUE, VENEZ NOMBREUX AU
RASSEMBLEMENT VENDREDI 31 OCTOBRE À 18H30 DEVANT LE MINISTÈRE
DES FINANCES À BERCY (LIGNE 14)**

Pour en savoir plus :

- Je souhaite rester en contact avec l'Union des étudiants communistes (UEC)
- Je souhaite adhérer à l'UEC

Nom & prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Mail : _____

A renvoyer au local en salle A006 - Tel : 06 61 18 84 28 - Mail : uecparis8@yahoo.com